
CONDITIONS GENERALES D'UTILISATIONS APPLICABLES AUX UTILISATEURS
Familles des Armées

DÉFINITIONS

- **Le site** : désigne la plateforme *Familles des Armées*
- **Propriétaire** : désigne le propriétaire technique de la plateforme et gérant de l'espace Boutique - ALTER CE – COMITEO (à la date du 1^{er} avril 2020).
- **Utilisateur** : désigne globalement le Gestionnaire, l'Administrateur, le Visiteur, l'Annonceur, l'Administrateur et l'Acheteur
- **Gestionnaire** : désigne les gestionnaires du Site, le SCA et l'IGESA.
- **Administrateur** : désigne les entités autorisées à publier des offres et informations sur le Site.
- **Visiteur** : désigne une personne accédant au Site en lecture exclusivement.
- **Annonceur** : désigne la personne ayant déposé une annonce dans les rubriques.
- **Acheteur** : désigne un Utilisateur qui achète ou bénéficie d'un produit ou un service en répondant à une Annonce ou à une offre.
- **Prestataire** : désigne un organisme (entreprise, association, division...) proposant un bien ou un service sur le Site.

PREALABLE :

L'objet du Site « *Familles des Armées* » est de proposer, via Internet, aux ressortissants du ministère des Armées et à leur Famille, des informations, services et biens facilitant leur quotidien. Cet espace propose également des services de pair à pairs, dans un esprit communautaire

Les présentes conditions générales d'utilisation (dites « CGU ») ont pour objet l'encadrement juridique des modalités de mise à disposition du site motorisé par le Propriétaire accueillant la billetterie en ligne et autres services annexes.

Les présentes CGU sont accessibles sur le Site à la rubrique « CGU ».

Toute inscription ou utilisation du Site implique l'acceptation sans aucune réserve ni restriction des présentes CGU par l'utilisateur. Lors de l'inscription sur le Site via le formulaire présent sur www.igesa.fr, chaque utilisateur accepte expressément les présentes CGU en cochant, la case précédant le texte suivant : « Je reconnais avoir lu et compris les CGU et je les accepte ».

En cas de non-acceptation des CGU stipulées dans le présent contrat, l'Utilisateur se doit de renoncer à l'accès aux services proposés par le *Site Familles des Armées*.

Le Propriétaire et le Gestionnaire se réservent le droit de modifier unilatéralement et à tout moment le contenu des présentes CGU.

ARTICLE 2 : ACCÈS AU SITE

Le Site motorisé par le Propriétaire permet à l'Utilisateur un accès aux services suivants :

- des informations pratiques sur « la vie sur site » ;
- des offres promotionnelles directement négociées par le Gestionnaire ou l'Administrateur ;
- des offres proposées par le Propriétaire via un espace boutique (offres de biens et services, vacances, billetterie) ;
- des offres proposées par l'IGESA ou ses partenaires ;
- un espace promotions et actualités ;
- un espace de petites annonces entre pairs ;
- un espace de Co-voiturage entre pairs.

Le Site est accessible gratuitement en tout lieu à tout Utilisateur ayant un accès à Internet via un numéro IGESA. Tous les frais supportés par l'Utilisateur pour accéder au service (matériel informatique, logiciels, connexion Internet, etc.) sont à sa charge.

L'Utilisateur non membre n'a pas accès au Site et aux services. Pour cela, il doit s'inscrire en remplissant le formulaire sur <https://www.igesa.fr>. En acceptant de s'inscrire, l'Utilisateur s'engage à fournir des informations sincères et exactes concernant son état civil et ses coordonnées et justifier de son appartenance au ministère des Armées.

Pour accéder aux services fournis par le Site, l'Utilisateur doit s'identifier à l'aide de son identifiant (numéro IGESA) et de son mot de passe qui lui ont été communiqués après son inscription.

Tout Utilisateur membre régulièrement inscrit pourra également solliciter sa désinscription en se rendant à la page dédiée sur son espace personnel (cf. Article 3). Celle-ci sera effective dans un délai raisonnable.

Dans ces cas, l'Utilisateur accepte ainsi ne pas tenir rigueur au Propriétaire et Gestionnaire de toute interruption ou suspension de service, même sans préavis.

ARTICLE 3 : COLLECTE DES DONNÉES PERSONNELLES

Le Site assure à l'Utilisateur une collecte et un traitement d'informations personnelles dans le respect de la vie privée conformément au Règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données personnelles (RGPD) du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le Site a été déclaré à la CNIL sous le numéro 1307100.

En vertu des textes précités, l'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ses données personnelles. L'Utilisateur exerce ce droit :

- à l'adresse suivante : IGESA – DPO, Caserne Saint Joseph, rue du Lieutenant Pierre Chiarelli, 20293 Bastia
- ou par mail à DPO@IGESA.fr

ARTICLE 4 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les marques, logos, signes ainsi que tous les contenus du Site (textes, images, son...) font l'objet d'une protection par le Code de la propriété intellectuelle et plus particulièrement par le droit d'auteur.

La marque Comitéo est une marque déposée par la SAS ALTER CE.

Toute représentation et/ou reproduction et/ou exploitation partielle ou totale de cette marque, de quelque nature que ce soit, est totalement prohibée.

L'Utilisateur doit solliciter l'autorisation préalable du Site pour toute reproduction, publication, copie des différents contenus. Il s'engage à une utilisation des contenus du Site dans un cadre strictement privé, toute utilisation à des fins commerciales et publicitaires est strictement interdite.

Toute représentation totale ou partielle de ce Site par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'exploitant du Site Internet constituerait une contrefaçon sanctionnée par l'article L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Il est par ailleurs rappelé, conformément à l'article L122-5 du Code de propriété intellectuelle, que l'Utilisateur qui reproduit, copie ou publie le contenu protégé doit citer l'auteur et sa source.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITÉ

Les sources des informations diffusées sur le Site motorisé par le Propriétaire sont réputées fiables mais le Site ne garantit pas qu'il soit exempt de défauts, d'erreurs ou d'omissions.

Les informations communiquées sont présentées à titre indicatif et général sans valeur contractuelle.

Le Propriétaire et le Gestionnaire ne sont pas responsables des contenus fournis par des tiers et en particulier des Utilisateurs du Site qu'il motorise.

L'Utilisateur s'assure de garder son mot de passe secret. Toute divulgation du mot de passe, quelle que soit sa forme, est interdite. Il assume les risques liés à l'utilisation de son identifiant et mot de passe. Le Site décline ainsi toute responsabilité.

Le Propriétaire et le Gestionnaire ne sont pas responsables en cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement du Site ou de problème d'accès lié à internet et aux fournisseurs d'accès, ou d'actes de tiers non autorisés.

Le Propriétaire et le Gestionnaire ne peuvent être tenus pour responsables d'éventuels virus qui pourraient infecter l'ordinateur ou tout matériel informatique de l'Internaute, suite à une utilisation, à l'accès, ou au téléchargement provenant de ce Site.

La responsabilité du Propriétaire et du Gestionnaire ne peut être engagée en cas de force majeure ou du fait imprévisible et insurmontable d'un tiers.

ARTICLE 5.1 : SPECIFICITES ET RESPONSABILITES DES INFORMATIONS VIE SUR SITE

La responsabilité du Propriétaire et du Gestionnaire ne peut être engagée en cas d'information erronée, trompeuse, périmée sur cet espace.

Il appartient à l'utilisateur de se rapprocher du Prestataire pour s'assurer de la véracité de l'information.

ARTICLE 5.2 : RESPONSABILITES DES INFORMATIONS A PROXIMITE

La responsabilité du Propriétaire et du Gestionnaire ne peut être engagée en cas d'information erronée, trompeuse, périmée sur cet espace ou en cas de refus du Prestataire d'appliquer l'offre présentée.

Il appartient à l'utilisateur de se voir confirmer auprès du Prestataire les conditions d'application et son éligibilité.

En cas de non application des conditions d'achat de l'offre, l'utilisateur peut signaler au Gestionnaire le non-respect des informations mentionnées sur le site (dans le rubriques *Vie sur Site* et *A proximité*)

ARTICLE 5.3 : RESPONSABILITES DES INFORMATIONS DES ESPACES PETITES ANNONCES ET CO-VOITURAGE

La responsabilité du Propriétaire et du Gestionnaire ne peut être engagée en cas d'information erronée, Trompeuse ou périmée sur ces espaces.

L'utilisation de ces espaces est par ailleurs détaillée dans l'article 6.

--

ARTICLE 6 : PETITES ANNONCES ET CO-VOITURAGE

Le Site *Familles des Armées* propose aux ressortissants du ministère des Armées des fonctionnalités de mise en relation via un espace de Petites Annonces (incluant les annonces de Co-Voiturage).

Le Propriétaire et le Gestionnaire ne peuvent être tenus responsables des contenus publiés.

Publication des Annonces

La publication de Petites Annonces est réservée aux ressortissants du ministère des Armées et leurs familles.

L'insertion de texte à caractère principalement publicitaire dans les annonces est strictement interdit sauf accord ou partenariat avec Le Propriétaire ou le Gestionnaire.

L'Annonceur et l'Acheteur s'engagent à respecter l'esprit du Site, en restant mesurés et honnêtes dans son expression et courtois avec les autres utilisateurs.

Toute insertion ou toute manœuvre visant à insérer des annonces de nature à porter préjudice au fonctionnement ou à l'image du Site ou à l'Acheteur pourra faire l'objet de poursuites tant civiles que pénales.

Contenu des annonces

Les articles de ce titre concernent l'ensemble des insertions qu'il s'agisse de vente, d'échange, de services, d'achat, de location, d'offre de co-voiturage ou de tout autre type d'annonce. La notion d'annonce, ou d'insertion inclut non seulement le texte de l'annonce proprement dit mais également tous les éléments annexés (photo, fichier, lien, pseudo ...) qui sont soumis aux mêmes règles.

Sont interdites toutes annonces en relation avec des objets, des services ou des modes de commercialisation interdits en France. Néanmoins, le fait que la commercialisation d'un objet soit légale en France n'implique pas que cet objet ou un contenu y faisant référence soit autorisé sur le Site. En particulier il est interdit d'insérer sur le Site des annonces proposant ou mentionnant la recherche :

- de tout objet volé, contrefait ou portant atteinte à un droit d'auteur protégé - de copies de logiciels, DVD, fichiers MP3 ou copies de disques compacts ;
- d'objets en rapport avec la pornographie, la pédophilie ou la nudité infantile ;
- l'objet incitant au racisme, à la xénophobie, à la haine ou à la violence (y compris animale) ;
- d'armes ou de munitions à l'exception d'armes ou munitions de collection de plus de 50 ans démilitarisées et conformes à la réglementation ;
- de méthodes de gains d'argent rapide, de services financiers ou de services de voyance ou médium ;
- de médicaments, de tabac, de drogues, d'alcool, ou de tout produit dont la distribution est réglementée par la loi.

Cette liste est indicative et non limitative. Les Gestionnaires se réservent le droit de retirer toute annonce qui serait contraire à la loi, à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à l'image du Site ou aux attentes de ses Visiteurs même si la règle justifiant ce retrait n'est pas évoquée sur le site.

L'Annonceur s'engage à ne proposer à la vente ou à l'échange que des objets dont il est l'unique et légitime propriétaire.

L'Annonceur s'engage à rédiger son annonce de manière exacte, claire et honnête. Elle doit être en conformité avec les lois et règlements tant pénaux que civils ou commerciaux. L'annonce ne doit pas être obscène, pornographique, vulgaire ou tendancieuse. Elle ne doit pas dénigrer une marque, une société ou une personne, ni porter atteinte de quelque manière que ce soit à la réputation, à l'image, à la vie privée d'une quelconque personne civile ou morale.

L'Annonceur certifie détenir toute autorisation en vue de citer ou d'utiliser des éléments mettant en œuvre le droit à l'image ou à la propriété intellectuelle. L'Annonceur s'engage à faire son affaire personnelle de tout recours qui émanerait du bénéficiaire ou titulaire de ces droits et accepte par avance de déguerpir le Site, de toute responsabilité en cas de litige.

Les parties conviennent que l'annonceur est seul auteur et seul responsable du contenu de ses annonces et des éléments associés. Le contenu de ces annonces n'est en aucun cas le reflet des opinions du Site.

Le site n'intervient pas dans la rédaction des annonces et ne vérifie pas la légalité, la réalité, la qualité, la conformité ni toute autre caractéristique des objets ou services éventuellement proposés. L'utilisateur s'engage à faire siens tous litiges et toutes plaintes relatifs à la conclusion ou à la négociation d'une transaction avec un autre utilisateur ou un tiers.

En cas de non-respect de tout ou partie de cet article, le Propriétaire ou le Gestionnaire se réservent le droit de supprimer les annonces concernées sans préavis, supprimer le compte de l'Utilisateur et pourra se retourner contre l'Annonceur selon le moyen adéquat. Le Propriétaire et le Gestionnaire ne pourront être tenus responsables de tout litige.

L'Annonceur certifie, dans le cas d'une annonce de co-voiturage, être propriétaire du véhicule, titulaire d'un permis de conduire en cours de validité pour le véhicule, avoir assuré son véhicule,

respecter la réglementation générale liée au code de la route, ne pas conduire sous l'empire de l'alcool ou de stupéfiants.

L'Annonceur atteste ne pas faire « commerce » des biens et services proposés.

L'annonceur s'engage à diffuser son annonce sur la plateforme sur un temps limité et à la supprimer dans les 5 jours suivants la cession du bien ou du service ;

Si ce bien n'est pas vendu, il lui appartient également de retirer l'annonce lors de la date de fin de validité.

ARTICLE 7 : LIENS HYPERTEXTES

Des liens hypertextes peuvent être présents sur le Site. L'Utilisateur est informé qu'en cliquant sur ces liens, il sortira du Site motorisé par COMITEO. Ce dernier n'a pas de contrôle sur les pages web sur lesquelles aboutissent ces liens et ne saurait, en aucun cas, être responsable de leur contenu.

ARTICLE 8 : COOKIES

L'Utilisateur est informé que lors de ses visites sur le Site, un cookie peut s'installer automatiquement sur son logiciel de navigation.

Les cookies sont de petits fichiers stockés temporairement sur le disque dur de l'ordinateur de l'Utilisateur par votre navigateur et qui sont nécessaires à l'utilisation du Site par le Propriétaire. Les cookies ne contiennent pas d'information personnelle et ne peuvent pas être utilisés pour identifier quelqu'un. Un cookie contient un identifiant unique, généré aléatoirement et donc anonyme. Certains cookies expirent à la fin de la visite de l'Utilisateur, d'autres restent.

L'information contenue dans les cookies est utilisée pour améliorer le Site motorisé par le Propriétaire. En naviguant sur le Site, l'Utilisateur les accepte.

L'Utilisateur doit toutefois donner son consentement quant à l'utilisation de certains cookies.

A défaut d'acceptation, l'Utilisateur est informé que certaines fonctionnalités ou pages risquent de lui être refusées. L'Utilisateur pourra désactiver ces cookies par l'intermédiaire des paramètres figurant au sein de son logiciel de navigation.

ARTICLE 9 : DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

La législation française s'applique aux présentes CGU. En cas d'absence de résolution amiable d'un litige né entre les parties, les tribunaux français seront seuls compétents pour en connaître.

ARTICLE 10 : DATE D'EFFET

Les dispositions des présentes conditions générales d'utilisation (CGU) s'appliquent au 1^{er} avril 2020.

Le Propriétaire ou l'administrateur se réservent le droit de mettre fin au présent site et services associés sans possibilité pour l'Utilisateurs de réclamer un dédommagement.